



European
Commission



L'ÉTAT DE L'UNION EN 2018

**L'HEURE DE LA
SOUVERAINETÉ
EUROPÉENNE**

par Jean-Claude Juncker,
Président de la Commission européenne
12 septembre 2018

[SEULE LA VERSION PRONONCÉE FAIT FOI]

INTRODUCTION: UNE ARDENTE OBLIGATION D'ACTION ET DE VIGILANCE

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Parfois l'histoire avance avec discrétion et à pas comptés et prend congé rapidement.

Tel est le cas lorsqu'il s'agit de l'action d'une Commission qui ne dispose que d'un mandat de cinq années pour changer définitivement le cours des choses.

La Commission actuelle est un épisode, un bref moment dans la longue histoire de l'Union européenne. L'heure du bilan définitif de la Commission que je préside n'est pas encore venue.

Donc je ne vous présenterai pas aujourd'hui un bilan de ce que nous avons pu faire au cours des quatre années écoulées.

Au contraire, je vous dis que **le travail continue pendant les douze mois à venir pour faire de l'Union européenne imparfaite une Union chaque jour plus parfaite.**

Il reste des choses à faire et c'est de cela que je voudrais vous parler ce matin.

Pas d'autosatisfaction. Pas de torsos bombés. Modestie et travail, voilà l'attitude que la Commission fera sienne, voilà notre agenda pour les mois à venir.

Parfois l'Histoire – l'Histoire au véritable sens du terme – s'invite dans la vie des nations sans préavis et tarde à la quitter.

Tel fut le cas au moment de la Grande Guerre qui en 1914 a pris le continent européen par surprise, tellement fut ensoleillée, calme, paisible et optimiste l'année 1913.

En 1913, les Européens s'attendaient à vivre durablement en paix. Et pourtant une guerre fratricide déferle sur l'Europe l'année suivante.

Je fais référence à cette période non pas parce que je croirais que nous serions au seuil d'une nouvelle catastrophe.

L'Union européenne est garante de paix. Soyons heureux de vivre sur un continent de paix, un continent qui connaît la paix grâce à l'Union européenne.

Respectons mieux l'Union européenne, ne salissons pas son image, défendons notre façon d'être et de vivre.

Disons oui au patriotisme qui n'est pas dirigé contre les autres. Disons non au nationalisme surfait qui rejette et déteste les autres, qui détruit, qui cherche des coupables au lieu de chercher des solutions qui nous permettent de mieux vivre ensemble.

Le pacte fondateur de l'Union européenne – plus jamais la guerre – reste une ardente exigence. Une ardente obligation de vigilance qui s'impose chez nous et autour de nous.

L'ÉTAT DE NOTRE UNION EN 2018

DES EFFORTS QUI PORTENT LEURS FRUITS

Mesdames et Messieurs les Députés,

Quel est l'état de l'Union européenne aujourd'hui, en 2018 ?

Dix ans après Lehman Brothers, l'Europe a largement tourné la page de la crise économique et financière qui nous est venue d'ailleurs et qui nous a frappés d'une façon très souvent brutale.

L'Union européenne a connu une croissance ininterrompue sur 21 trimestres.

L'emploi reprend des couleurs, avec près de 12 millions d'emplois créés depuis 2014. 12 millions d'emplois, c'est plus que la population de la Belgique.

Jamais autant de personnes – 239 millions d'hommes et de femmes – n'ont été au travail en Europe.

Le chômage des jeunes s'élève à 14,8%. Ce chiffre reste trop élevé, mais il se situe à son plus bas niveau depuis l'an 2000.

L'investissement est de retour en Europe, grâce notamment à notre Fonds européen pour les investissements stratégiques – que certains, de plus en plus rares, appellent encore le Plan Juncker – plan qui a généré 335 milliards d'euros d'investissements publics et privés. **Nous sommes en marche vers les 400 milliards.**

Et puis il y a la Grèce. Après des années il faut dire douloureuses, après de graves problèmes sociaux sans précédent mais aussi une solidarité elle aussi sans précédent, la Grèce a réussi à mener à bien son programme et à se remettre sur pied. **Je salue les efforts herculéens du peuple grec, efforts que les autres Européens continuent à sous-estimer.** J'ai toujours défendu la Grèce, sa dignité, son rôle en Europe et notamment son maintien au sein de la zone euro. J'en reste fier.

L'Europe a aussi réaffirmé son statut de puissance commerciale. La puissance commerciale mondiale n'est rien d'autre que la preuve de la nécessité de partager nos souverainetés. L'Union européenne a aujourd'hui des accords commerciaux avec 70 pays. Ensemble nous représentons 40% du PIB mondial. Ces accords – très souvent, mais à tort, contestés – nous aident à exporter vers les autres parties du monde des normes européennes élevées en matière de sécurité alimentaire, en matière de droit du travail, en matière environnementale, et en matière de droits des consommateurs.

Lorsqu'en juillet dernier, au cœur d'une dangereuse période de tensions internationales, je me suis rendu dans une même semaine à Pékin, Tokyo et Washington, j'ai pu parler, en tant que président de la Commission, au nom du plus grand marché unique au monde. Au nom d'une Union qui compte pour un cinquième de l'économie mondiale. Au nom d'une Union prête à défendre ses valeurs et ses intérêts. J'ai présenté l'Europe comme un continent ouvert mais non pas comme un continent offert.

Fort de l'unité européenne, que j'ai pu exposer en principe et en détail, j'ai pu faire entendre la voix de l'Union européenne pour obtenir des résultats concrets pour nos citoyens et nos entreprises.

Unis, nous Européens, sommes, en tant qu'Union, devenus une force incontournable. A Washington, j'ai parlé au nom de l'Europe. Certains décrivent l'accord que j'ai pu obtenir à l'issue de mes négociations avec le Président Trump comme une surprise. Or il n'y a pas eu de surprise parce que l'Europe a su parler d'une seule voix.

L'Europe, là où c'est nécessaire, doit agir comme un seul homme.

UNE RESPONSABILITÉ GLOBALE

Nous l'avons prouvé lorsque nous n'avons cessé de défendre l'Accord de Paris sur le climat, parce que nous, Européens, **nous voulons laisser aux prochaines générations une planète plus propre**. Je partage les analyses de notre commissaire à l'énergie en ce qui concerne les objectifs de réduction d'émissions de CO2 pour 2030. Elles sont scientifiquement exactes et politiquement nécessaires.

Les sécheresses de cet été rappellent avec brutalité, et à l'évidence, non seulement aux agriculteurs, l'importance de ces efforts qui sont les nôtres pour assurer la sauvegarde de l'avenir des générations futures. On ne peut pas voir le défi qui est devant nous et regarder ailleurs. Nous Commission et vous Parlement, nous devons regarder vers l'avenir.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Le monde, qui n'arrête pas de tourner, est devenu plus volatile que jamais. Les défis extérieurs auxquels notre continent doit faire face se multiplient jour après jour.

Nous ne pouvons donc pas relâcher, ne serait-ce qu'une seconde, nos efforts pour bâtir une Europe plus unie.

L'Europe peut exporter la stabilité, comme nous l'avons fait avec les élargissements successifs de notre Union, qui pour moi sont et restent des succès, parce que nous avons réussi à réconcilier la géographie et l'histoire européennes. Mais il reste des efforts à faire. **Nous devons définir d'une façon irrévocable notre attitude vis-à-vis des Balkans occidentaux**. Autrement, d'autres se chargeront de façonner notre voisinage immédiat.

Regardons aussi autour de nous. Ce qui se passe, à l'heure où nous sommes, à Idlib en Syrie doit être pour nous tous une cause de préoccupation profonde et immédiate. **Nous ne pouvons pas rester silencieux face à l'imminence d'un désastre humanitaire qui en fait est un désastre annoncé.**

Le conflit syrien illustre comment l'ordre international dont les Européens ont su bénéficier depuis la Seconde Guerre mondiale est de plus en plus remis en cause.

Pour le reste, dans le monde d'aujourd'hui, l'Europe ne peut plus avoir l'assurance que les engagements qui furent pris hier seront encore tenus demain.

Les alliances d'hier ne seront peut-être plus les alliances de demain.

L'HEURE DE LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE

Mesdames et Messieurs,

Le monde d'aujourd'hui a besoin d'une Europe forte et unie.

Une Europe qui travaille en faveur de la paix, d'accords commerciaux et de relations monétaires stables, même si d'autres sont parfois enclins à choisir des guerres commerciales voire monétaires. En fait, je n'aime pas l'unilatéralisme irrespectueux des attentes et des espoirs des autres. **Je resterai toujours un multilatéraliste.**

Si l'Europe se rendait mieux compte de la puissance politique, économique et militaire de ses nations, nous pourrions abandonner le rôle exclusif de payeur global, chose que de toute façon nous voulons rester. **Nous devons devenir davantage un acteur global.** Yes, we are *global payers*, but we have to be *global players* too.

C'est la raison pour laquelle, en dépit d'une forte résistance à l'époque, j'ai relancé dès 2014 le projet d'une Union européenne de la défense. C'est pourquoi dans les prochains mois la Commission continuera à travailler pour que le Fonds européen de défense et la Coopération permanente structurée dans le domaine de la défense deviennent pleinement opérationnels. Une précision – importante à mes yeux – à cet endroit: nous ne militariserons pas l'Union européenne. Nous voulons devenir plus responsables et plus indépendants.

Parce que seule une Europe forte et unie peut protéger nos citoyens des menaces intérieures et extérieures – du terrorisme au changement climatique.

Seule une Europe forte et unie peut préserver les emplois dans un monde ouvert et interconnecté.

Seule une Europe forte et unie peut maîtriser les défis de la numérisation mondiale.

Nous, Européens, parce que nous sommes le plus grand marché unique au monde, nous pouvons établir des normes pour les mégadonnées, pour l'intelligence artificielle, pour l'automatisation, tout en défendant nos valeurs, les droits et l'individualité de nos citoyens. Nous pouvons le faire si nous sommes unis.

Une Europe forte et unie permet à ses États membres de décrocher les étoiles. C'est grâce à notre programme Galileo que l'Europe reste dans la course à l'espace. Aucun État membre n'aurait pu mettre en orbite 26 satellites dont bénéficient déjà aujourd'hui 400 millions d'utilisateurs dans le monde. Aucun État membre n'y serait parvenu seul. Galileo, oui, est un succès d'abord, sinon exclusivement, européen. **Sans l'Europe, pas de Galileo. Soyons-en fiers.**

Monsieur le Président,

La géopolitique nous apprend que **l'heure de la souveraineté européenne a définitivement sonné.**

L'heure pour l'Europe de prendre son destin entre ses mains. L'heure pour l'Europe de développer ce que j'ai appelé sa "*Weltpolitikfähigkeit*" : cette capacité à jouer un rôle, en tant qu'Union, pour prendre de l'influence sur le cours des affaires mondiales. L'Europe doit devenir davantage un acteur souverain dans les relations internationales.

La souveraineté européenne provient de la souveraineté nationale de nos États membres. Elle ne remplace pas ce qui est propre aux nations. Partager nos souverainetés – là où il le faut – rend chacun de nos états-nations plus fort.

Cette conviction qu'«unis nous sommes plus grands» est l'essence même de ce que veut dire faire partie de l'Union européenne.

La souveraineté européenne ne sera jamais dirigée contre les autres. L'Europe doit rester un continent d'ouverture et de tolérance. Elle va le rester.

L'Europe ne sera jamais une forteresse tournant le dos au monde et notamment au monde qui souffre. L'Europe ne sera jamais une île. L'Europe doit et va rester multilatérale. La planète appartient à tous et non seulement à quelques-uns.

Tel est aussi l'enjeu des élections au Parlement européen qui auront lieu en mai 2019. Nous mettrons à profit les 250 jours qui nous séparent des élections européennes pour apporter à nos concitoyens des preuves que lorsque nous agissons ensemble, l'Union européenne peut obtenir des résultats et qu'elle respecte les engagements pris en début de ce mandat.

D'ici les élections européennes, **nous devons démontrer que l'Europe peut surmonter les différences entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, la gauche et la droite.** L'Europe est trop petite pour se diviser, une fois par deux, une fois par quatre.

Nous devons démontrer qu'ensemble nous pouvons semer les graines d'une Europe plus souveraine.

TENIR NOS PROMESSES

Mesdames et Messieurs les Députés,

Lorsqu'ils iront voter en mai 2019, les citoyens européens ne se soucieront pas de savoir ce que la Commission a proposé. Mais cela les intéressera vivement de savoir que les géants de l'internet sont taxés là où ils réalisent leurs bénéfices. Ce que les électeurs veulent – en tout cas beaucoup d'entre eux, à ma connaissance – c'est que la proposition de la Commission à ce sujet acquière rapidement force de loi. Ceux qui expriment ce souhait ont absolument raison.

Lorsque les Européens iront voter en 2019, ils seront peu impressionnés par les bonnes intentions de la Commission de s'attaquer au problème des plastiques à usage unique pour que nos océans ne se transforment pas en poubelle marine. Si nous voulons que les Européens aient confiance en nous et soient convaincus de la justesse de notre action, il nous faut une réglementation européenne qui consacre l'interdiction des plastiques à usage unique – comme l'a proposé la Commission.

Nous affirmons tous – le plus souvent dans de beaux discours – que nous voulons être plus ambitieux sur les grands enjeux et plus modestes sur ceux de moindre importance. Pourtant, les Européens n'applaudiront pas si nous continuons à devoir changer d'heure deux fois par an à cause d'une réglementation européenne. La Commission propose aujourd'hui de changer cela. **Le changement d'heure doit être aboli. Les États membres, conformément au principe de subsidiarité, doivent décider eux-mêmes si leurs citoyens doivent vivre à l'heure d'été ou à l'heure d'hiver.** J'espère que le Parlement et le Conseil auront la même perception et trouveront des solutions compatibles avec notre marché intérieur. **Le temps presse.**

Plus généralement, je vous encourage tous à travailler en étroite coopération au cours des prochains mois afin que nous puissions réaliser ce que nous avons promis en 2014, avant les élections au Parlement européen.

Au début de ce mandat, nous avons tous promis collectivement de bâtir un marché unique numérique plus innovant, une Union économique et monétaire plus approfondie, une union bancaire, une union des marchés des capitaux, un marché unique plus juste, une union de l'énergie avec une politique en matière de climat tournée vers l'avenir, un agenda global en matière de migration et une union de la sécurité. Nous avons aussi – en tout cas la plupart d'entre nous – nourri l'ambition de ne plus traiter la dimension sociale de l'Europe comme un parent pauvre, mais de la développer pour qu'elle réponde aux défis de demain.

Cette Commission a déjà présenté toutes les propositions et toutes les initiatives que nous avons annoncées en 2014. La moitié ont déjà été adoptées par le Parlement et le Conseil, 20 % sont en bonne voie et 30 % restent l'objet de consultations parfois difficiles.

Mesdames et Messieurs,

Je n'accepte pas que la Commission soit tenue pour seule responsable de tous les manquements – car il y en a eu, naturellement. Nos propositions sont connues, elles doivent être adoptées et mises en œuvre. Je n'admettrai pas non plus à l'avenir que l'on blâme uniquement la Commission, ce qui arrivera inévitablement. On peut trouver des boucs émissaires dans toutes les institutions, mais certainement moins à la Commission et au Parlement qu'ailleurs.

Sur un très large éventail de sujets, faire preuve de leadership reste indispensable. Cela vaut également en ce qui concerne l'achèvement de notre **union de la sécurité**. Les Européens s'attendent à ce que l'Union européenne assure leur sécurité. **C'est la raison pour laquelle la Commission propose aujourd'hui de nouvelles règles afin que tout contenu terroriste mis en ligne soit supprimé dans un délai d'une heure** – une heure, c'est en effet le laps de temps décisif pendant lequel le maximum de dommages est causé. De plus, **nous proposons d'élargir le mandat du Parquet européen, qui a été récemment créé, afin d'y inclure la lutte contre les actes terroristes**. Nous devons être en mesure d'assurer que les terroristes seront poursuivis à travers toute l'Europe, au-delà des frontières. Les terroristes ne connaissent pas de frontières. **Nous ne devons pas nous en rendre complices par notre absence de coopération.**

C'est pourquoi nous proposons également aujourd'hui **de nouvelles mesures afin de pouvoir lutter efficacement contre le blanchiment de capitaux au-delà des frontières.**

Nous devons nous montrer tout aussi déterminés pour protéger l'organisation d'élections libres et justes en Europe. **C'est pour cela que la Commission propose aussi aujourd'hui de nouvelles règles pour protéger la vie de nos démocraties de toute manipulation par des pays tiers, voire par des intérêts privés – car ces derniers peuvent aussi être une source d'interférences.**

Il est évident qu'un leadership et un esprit de compromis s'imposent tout particulièrement pour ce qui est de la **migration**. Nous avons accompli plus de progrès dans ce domaine qu'on ne l'entend souvent dire. Cinq des sept propositions de la Commission en vue de réformer notre régime d'asile européen commun ont été approuvées. Nos efforts ont porté leurs fruits, puisque le nombre d'arrivées de réfugiés en Méditerranée orientale a chuté de 97 %, et de 80 % par la route de la Méditerranée centrale. Les opérations de l'Union européenne ont contribué à sauver plus de 690 000 vies en mer depuis 2015.

Toutefois, les États membres n'ont toujours pas trouvé le juste équilibre entre la responsabilité que chaque pays doit assumer sur son propre territoire et l'indispensable solidarité mutuelle dont les États membres doivent faire preuve s'ils veulent conserver l'espace Schengen sans frontières intérieures. **Je suis et reste opposé aux frontières intérieures. Là où celles-ci ont été rétablies, elles doivent être supprimées. Si elles restaient en place, ce serait un retour en arrière inacceptable au regard de ce qu'est l'Europe et de ce qu'elle peut devenir.**

La Commission et plusieurs présidences du Conseil ont avancé de nombreuses solutions de compromis. **J'invite la présidence autrichienne du Conseil à faire dès maintenant le pas décisif indispensable pour élaborer des solutions durables concernant une réforme équilibrée en matière de migration.** Nous ne pouvons pas, à chaque fois qu'un nouveau navire arrive sur nos côtes, continuer à chercher des solutions ad hoc pour les personnes à bord. De telles solutions sont insuffisantes. **Nous avons besoin de solidarité, pour le présent mais aussi pour l'avenir: cette solidarité doit être durable.**

Si nous avons besoin de plus de solidarité, c'est aussi pour être plus efficaces. Il en va de même lorsqu'il s'agit de mettre en place un **mécanisme européen de protection civile renforcé**. Lorsqu'un pays est en feu, c'est toute

L'Europe qui est en feu. Parmi les images marquantes de cet été, je ne retiendrai pas seulement les feux de forêt, mais aussi les applaudissements avec lesquels les Suédois menacés par les flammes ont salué les pompiers polonais venus à leur secours – *Europe at its best*.

Mais revenons à la migration. **Nous présentons aujourd'hui une proposition visant à renforcer le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes.** Il faut protéger nos frontières extérieures plus efficacement. C'est pourquoi nous proposons de porter le nombre de garde-frontières européens, financés par le budget européen, à 10 000 d'ici à 2020.

Nous mettons également sur la table une proposition destinée à renforcer le développement de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile. Les États membres ont besoin d'un appui européen accru pour le traitement des demandes d'asile – un traitement qui doit se faire dans le respect de la convention de Genève.

Une autre proposition que nous faisons vise à accélérer le retour des migrants en situation irrégulière. La Commission s'engage dans cette tâche aux côtés des États membres.

Je réitère mon souhait, je dirais même mon invitation pressante, à **ouvrir des voies d'accès légales vers l'Union européenne. Nous avons besoin de migrants qualifiés.** Dans ce domaine également, la Commission a depuis longtemps mis des propositions sur la table. Elles doivent être adoptées.

Monsieur le Président,

Je voudrais vous parler de l'avenir et donc de notre continent cousin qu'est l'**Afrique**.

D'ici à 2050, l'Afrique comptera 2,5 milliards d'habitants. Une personne sur quatre sera africaine.

Nous devons investir davantage dans nos relations avec ce grand et noble continent et ses nations individuelles. Nous devons arrêter d'envisager cette relation entre l'Afrique et l'Europe comme si nous n'étions qu'un donneur d'aide au développement. Une telle approche serait insuffisante. En fait, humiliante.

L'Afrique n'a pas besoin de charité, elle a besoin de partenariat équilibré, d'un vrai partenariat. Et nous, Européens, avons besoin au même titre de ce partenariat.

En préparant ce discours, j'ai parlé avec mes amis africains, notamment avec Paul Kagame, président de l'Union africaine. Nous sommes tombés d'accord pour qu'à **l'avenir nos engagements respectifs soient réciproques. Nous voulons construire un nouveau partenariat avec l'Afrique.**

La Commission propose aujourd'hui **une nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe, une alliance pour des investissements et des emplois durables.** Cette alliance – telle que nous l'envisageons – permettrait de créer jusqu'à 10 millions d'emplois en Afrique au cours des cinq prochaines années.

Nous voulons créer un cadre permettant d'attirer davantage d'investissements privés vers l'Afrique.

A vrai dire, nous ne partons pas de zéro: notre fonds d'investissement extérieur, lancé il y a deux ans, mobilisera plus de 44 milliards d'euros d'investissements dans les secteurs public et privé en Afrique. Les projets déjà prévus et engagés mobiliseront 24 milliards d'euros.

Nous concentrerons nos investissements dans les domaines où les investissements feront une véritable différence. D'ici à 2020, l'Union européenne aura soutenu 35 000 étudiants et chercheurs africains grâce à notre programme Erasmus. Jusqu'en 2027, ce chiffre doit être porté à 105 000.

Le commerce entre l'Afrique et l'Europe n'est pas sans importance. 36 % du commerce de l'Afrique se fait avec l'Union européenne. Mais les échanges commerciaux entre nous ne sont pas suffisants. Je suis convaincu que nous devrions faire évoluer les nombreux accords commerciaux entre l'Afrique et l'Union européenne **vers un accord de libre-échange de continent à continent, un partenariat économique entre partenaires égaux.**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Un autre sujet sur lequel je pense qu'il est indispensable que l'Union fasse preuve de leadership est le **Brexit**. Je n'entrerai pas dans le détail des négociations, qui sont gérées de main de maître par mon ami Michel Barnier sur la base de la position unanime et confirmée à maintes reprises par les 27 États membres. Permettez-moi toutefois de rappeler trois principes qui devraient guider notre action sur le Brexit au cours des prochains mois.

Premièrement, nous respectons la décision britannique de quitter notre Union, même si nous continuons à la regretter vivement. Mais nous demandons aussi au gouvernement britannique de comprendre qu'un pays qui quitte l'Union ne peut pas jouir d'une situation aussi favorable qu'un État membre. Si vous quittez l'Union, vous ne faites bien évidemment plus partie de notre marché unique, et vous ne pouvez certainement pas y participer, à la carte, dans les seuls aspects que vous voudriez choisir.

Deuxièmement, **la Commission, ce Parlement et tous les autres 26 États membres maintiendront sans faiblir leur loyauté et leur solidarité à l'égard de l'Irlande sur la question de la frontière irlandaise.** C'est la raison pour laquelle nous voulons rechercher une solution créative qui évite la mise en place d'une frontière physique entre l'Irlande et l'Irlande du Nord. Mais nous serons aussi très clairs au cas où le gouvernement britannique se défausserait de ses responsabilités découlant de l'accord du Vendredi saint. **Ce n'est pas l'Union européenne, mais le Brexit, qui risque de rendre la frontière plus visible en Irlande du Nord.**

Troisièmement, après le 29 mars 2019, **le Royaume-Uni ne sera jamais, à nos yeux, un pays tiers comme les autres.** Le Royaume-Uni sera toujours un voisin et un partenaire très proche, que ce soit dans les domaines politiques, économiques et de la sécurité.

Ces derniers mois, chaque fois que nous avons eu besoin d'unité au sein de l'Union, la Grande-Bretagne a été à nos côtés, animée par les mêmes valeurs et principes que tous les autres Européens. C'est pourquoi j'accueille favorablement la proposition de la Première ministre Theresa May de mettre sur pied un nouveau partenariat ambitieux pour l'avenir, après le Brexit. Nous convenons, comme mentionné dans la déclaration de Chequers, que le point de départ d'un tel partenariat devrait être une zone de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Sur la base de ces trois principes, les négociateurs de la Commission sont prêts à travailler jour et nuit jusqu'à ce que nous parvenions à un accord. Nous avons le devoir, vis-à-vis de nos citoyens et de nos entreprises, d'assurer un retrait ordonné du Royaume-Uni et une stabilité maximale par la suite. Ce ne sera pas la Commission qui fera obstacle à ce processus, je puis vous l'assurer.

UNE PERSPECTIVE CONVAINCANTE POUR L'AVENIR

Mesdames et Messieurs les Députés,

D'ici les élections européennes et d'ici le sommet qui aura lieu à **Sibiu**, en Roumanie le 9 mai 2019, beaucoup de travail reste à faire.

A Sibiu, il faudra convaincre nos concitoyens que sur l'essentiel, nous partageons la même conception de la finalité de notre Union. Les peuples européens n'aiment pas l'incertitude et les finalités diffuses. Ils aiment les indications claires. Ils détestent les à-peu-près et les demi-mesures.

C'est tout l'enjeu de l'agenda européen en vue du sommet de Sibiu – sommet qui se tiendra six semaines après le Brexit et seulement deux semaines avant les élections européennes.

D'ici Sibiu, nous devons **ratifier l'accord de partenariat entre l'Union européenne et le Japon**, pour des raisons aussi bien économiques que géopolitiques.

D'ici Sibiu, nous avons pour devoir de négocier un accord de principe sur le **budget de l'Union européenne** après 2020.

Si nous voulons – et il faudra que nous le fassions – donner aux jeunes Européens la chance d'exploiter au maximum les possibilités offertes par un programme Erasmus qui mérite de disposer de plus de moyens de financement, il faudra que nous décidions de cette enveloppe – ainsi que d'autres enveloppes – avant les élections européennes.

Si nous voulons donner plus d'opportunités à nos chercheurs et à nos start-ups, pour éviter qu'un manque de ressources conduise à une réduction drastique du nombre des postes de chercheurs, il faudra décider avant les élections européennes.

Si nous voulons, sans nous militariser, multiplier par vingt les dépenses en matière de défense, nous devons décider rapidement.

Si nous voulons consacrer 23% d'investissements de plus pour l'Afrique, il faudra décider rapidement.

D'ici l'année prochaine, nous aurons aussi à développer davantage le **rôle international de l'euro**. Après seulement vingt années d'existence – et en dépit des voix déclinistes qui nous ont accompagnés sur ce trajet – l'euro a déjà un riche parcours derrière lui.

L'euro est devenu la deuxième monnaie la plus utilisée au monde. 60 pays lient d'une manière ou d'une autre leur propre monnaie à l'euro. **Mais nous devons faire plus pour permettre à notre monnaie unique de jouer pleinement son rôle sur la scène internationale.**

Des événements récents ont mis en lumière la nécessité d'approfondir notre Union économique et monétaire et de construire des marchés des capitaux liquides et profonds. De nombreuses propositions de la Commission en ce domaine n'attendent qu'à être adoptées par ce Parlement et le Conseil.

Mais nous pouvons et devons aller plus loin. Il est aberrant que l'Europe règle 80% de sa facture d'importation d'énergie – qui s'élève à 300 milliards d'euros par an – en dollars américains alors que 2% seulement de nos importations d'énergie nous proviennent des Etats-Unis. Il est aberrant que les compagnies européennes achètent des avions européens en dollars et non pas en euros.

C'est la raison pour laquelle la Commission présentera, avant la fin de l'année en cours, des initiatives pour renforcer le rôle international de l'euro. **L'euro doit devenir l'instrument actif de la nouvelle souveraineté européenne.** Et pour cela, la première chose à faire est de mettre notre maison en ordre en renforçant notre Union économique et monétaire, comme nous avons commencé à le faire. Sans une Union économique et monétaire approfondie, nous

manquerons d'arguments crédibles pour renforcer le rôle international de l'euro. Nous devons parachever l'Union économique et monétaire pour que l'Europe et l'euro deviennent plus forts.

Et toujours sur la voie de Sibiu, je voudrais que nous réalisions des progrès tangibles en ce qui concerne le renforcement de notre politique étrangère. Il faudra renforcer notre **capacité à parler d'une seule voix en matière de politique étrangère**. Il n'est pas normal que l'Europe se réduise elle-même au silence, lorsqu'au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, nous ne pouvons pas parler haut et fort pour condamner les violations des droits de l'homme commises en Chine. Et ce parce qu'un Etat membre a pu bloquer toute décision en la matière. Il n'est pas normal que l'Europe soit prise en otage lorsqu'il s'agit de renouveler notre embargo sur les armes frappant la Biélorussie ou lorsqu'il s'agit de prendre des sanctions à l'égard du Venezuela, faute d'unanimité.

C'est la raison pour laquelle aujourd'hui la Commission vous propose à nouveau de passer au vote à la majorité qualifiée dans certains domaines de nos relations extérieures. Je répète le message qui fut le mien l'année passée de passer au vote à la majorité qualifiée en politique étrangère. Pas dans tous les domaines, mais dans des domaines précis: droits de l'homme, missions civiles et autres.

Le Traité permet actuellement au Conseil européen de prendre une décision dans ce sens, et **j'estime que le temps est venu de donner vie à la clause passerelle du traité de Lisbonne permettant d'ouvrir la voie vers la prise de décision à la majorité qualifiée – clause passerelle qui est la "beauté oubliée" du Traité.**

Je pense, par ailleurs, que pour certaines matières relevant de la fiscalité nous devrions pouvoir décider également par majorité qualifiée.

Monsieur le Président,

Un mot pour dire que notre façon de discuter de nos désaccords m'interpelle de plus en plus. Les échanges polémiques entre gouvernements et entre institutions se font de plus en plus nombreux. Mais **ce ne sont pas les propos polémiques, et souvent blessants, qui permettent à la construction européenne d'avancer.**

Ce qui m'inquiète ce n'est pas seulement une tonalité regrettable lorsque les forces politiques discutent entre elles, c'est aussi la façon dont certains traitent, parce qu'ils veulent mettre fin à tout débat, les médias et les journalistes. L'Europe doit rester une place où la liberté de la presse n'est pas remise en cause. De trop nombreux journalistes sont intimidés, attaqués, parfois même assassinés. **Il faudra davantage protéger nos journalistes, qui eux aussi sont des acteurs importants de notre démocratie.**

D'une façon générale, nous devons retrouver les vertus du compromis. Rechercher le compromis n'implique pas le sacrifice de nos convictions ni du libre débat qui respecte le point de vue des autres, de nos valeurs.

La Commission s'oppose à toutes les atteintes à l'État de droit. Nous restons préoccupés par l'évolution des débats dans certains de nos Etats membres. **L'article 7 doit s'appliquer là où l'État de droit est en danger.**

Le premier vice-président Timmermans effectue un travail remarquable mais très souvent solitaire pour défendre l'État de droit. Il bénéficie de mon ferme appui personnel et de celui de toute la Commission.

Il y a un point sur lequel nous ne devons pas transiger: les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne doivent être respectés et exécutés. C'est essentiel. L'Union européenne est une communauté de droit. **Le respect de la règle de droit et le respect des décisions de justice ne sont pas une option mais une obligation.**

CONCLUSION

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

En introduisant, non pas mon dernier discours, mais mon dernier discours sur l'état de l'Union européenne, je vous ai parlé de l'histoire, de la petite histoire qui couvre le mandat de cette Commission, et de la grande Histoire qui est celle de l'Europe.

Nous sommes tous, les uns et les autres, responsables de l'Europe telle qu'elle est. Nous serons tous responsables, les uns et les autres, de l'Europe qui sera.

L'Histoire est ainsi faite: les parlements et les commissions passent, l'Europe reste. Pour que l'Union européenne devienne ce qu'elle doit être, nous devons tirer plusieurs leçons majeures.

Je voudrais que l'Europe quitte les gradins du stade mondial. L'Europe ne doit pas être un spectateur, un commentateur des événements internationaux. Elle doit être un acteur constructif, un façonneur, un architecte du monde de demain.

Il y a une forte demande d'Europe à travers le monde. Pour satisfaire cette demande pressante, il faudra que sur la scène internationale l'Europe s'exprime d'une seule voix. Dans le concert des nations, la voix européenne doit être intelligible, compréhensible, distinguable pour être écoutée et entendue. Federica Mogherini a fait avancer la cohérence diplomatique de l'Union européenne. Mais ne retombons pas dans l'incohérence des diplomaties nationales concurrentes et parallèles. La diplomatie européenne doit être une. Notre solidarité multilatérale doit être entière.

Je voudrais que dorénavant nous fassions de plus grands efforts pour rapprocher l'Est et l'Ouest de l'Europe. Mettons un terme à ce triste spectacle de la division intra-européenne. Notre continent et ceux qui ont mis fin à la guerre froide méritent mieux.

Je voudrais que l'Union européenne prenne davantage soin de sa dimension sociale. Ceux qui ignorent les attentes justifiées des travailleurs et des petites entreprises font courir un grand risque à la cohésion de nos sociétés. Transformons les intentions du sommet social de Göteborg en règles de droit.

Je voudrais que les élections l'année prochaine soient un grand moment pour la démocratie européenne. Je souhaite que l'expérience des *Spitzenkandidaten* – cette petite avancée dans la démocratie européenne – soit renouvelée. Pour moi, cette expérience sera d'autant plus crédible le jour où nous aurons de véritables listes transnationales. **Je souhaite que ces listes transnationales soient en place au plus tard pour les prochaines élections européennes en 2024.**

Je voudrais avant tout que nous disions non au nationalisme malsain et que nous disions oui au patriotisme éclairé. Gardons à l'esprit que le patriotisme du 21e siècle est à double dimension, l'une nationale, l'autre européenne, les deux ne s'excluant pas.

J'aime, disait le philosophe français Blaise Pascal, les choses qui vont ensemble. **Pour tenir sur leurs deux jambes, nations et Union européenne doivent marcher ensemble.** Celui qui aime l'Europe doit aimer les nations qui la composent, celui qui aime sa nation doit aimer l'Europe. Le patriotisme est une vertu, le nationalisme borné est un mensonge accablant et un poison pernicieux.

En un mot: restons fidèles à ce que nous sommes.

Plantons aujourd'hui les arbres à l'ombre desquels nos arrière-petits-enfants, d'où qu'ils viennent, de l'Est ou de l'Ouest, du Sud ou du Nord, puissent grandir et respirer en paix.

Il y a quelques années je vous ai dit ici même que l'Europe était la grande affaire de ma vie. Oui, j'aime l'Europe, et je continuerai de le faire.



Jean-Claude Juncker

